

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3978

[2003/201458]

2 OCTOBRE 2003. — Décret portant assentiment au protocole financier du 4 octobre 2002 à l'accord de coopération du 5 avril 1995 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale, relatif à la politique internationale de l'environnement (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Le Protocole financier du 4 octobre 2002 à l'Accord de coopération du 5 avril 1995 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la politique internationale de l'environnement sortira ses pleins et entiers effets.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 octobre 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

Notes

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil. — 528 (2002-2003), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral. — Séance publique 24 septembre 2003. Discussion et vote.

PROTOCOLE FINANCIER DU 4 OCTOBRE 2002 A L'ACCORD DE COOPERATION DU 5 AVRIL 1995 ENTRE L'ETAT FEDERAL, LA REGION FLAMANDE, LA REGION WALLONNE ET LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE RELATIF A LA POLITIQUE INTERNATIONALE DE L'ENVIRONNEMENT

Vu l'Accord de coopération du 5 avril 1995 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'Accord de coopération du 8 mars 1994 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif aux modalités de conclusions de Traités mixtes;

Vu les décisions de la Conférence interministérielle de l'Environnement des 25 mars 1997, 25 novembre 1997, 14 juillet 1998 et 25 août 1999 chargeant un groupe ad hoc de la Conférence interministérielle de Politique étrangère et du Comité de Coordination de la Politique internationale de l'Environnement de préparer un projet de solution ad hoc fixant une clé de répartition horizontale concernant les contributions obligatoires de la Belgique aux accords multilatéraux environnementaux, et vu les résultats de ce groupe ad hoc;

Vu les décisions prises par le Groupe de travail Traités mixtes institué par l'accord de coopération du 8 mars 1994 précité;

Vu la décision prise par la Conférence interministérielle de Politique étrangère du 8 décembre 1999;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 31 octobre 2000;

Vu la décision prise par la Conférence interministérielle de l'Environnement du 24 juillet 2001;

Considérant que parmi les accords environnementaux multilatéraux, certains d'entre eux sont de compétence mixte, et que l'exécution des mesures décidées dans le cadre de ces accords multilatéraux environnementaux mixtes est dévolue aux différents niveaux de pouvoirs parties à l'accord de coopération du 5 avril 1995 précité;

Considérant que les missions prévues à l'article 1^{er}, 1^o, de l'accord de coopération du 5 avril 1995 précité recouvrent notamment la question du paiement des contributions annuelles obligatoires de la Belgique aux accords multilatéraux environnementaux mixtes dont le financement n'est pas assuré dans le cadre des contributions obligatoires existantes aux organisations internationales;

Considérant que la mission prévue à l'article 1^{er}, 2^o, de l'accord de coopération du 5 avril 1995 précité recouvre notamment la composition de la délégation belge pour les réunions internationales tenues dans le cadre des accords multilatéraux environnementaux mixtes, et que l'article 13 stipule que les délégations belges à ces réunions peuvent être composées de représentants de toutes les autorités concernées et notamment, le cas échéant, des seuls représentants des Régions, et que le CCPIE peut désigner ces représentants comme porte-parole,

Les Parties conviennent de ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent Protocole s'applique aux accords environnementaux multilatéraux auxquels la Belgique est Partie contractante et qui ne portent pas exclusivement sur des matières qui relèvent de la compétence de l'Etat fédéral.

Art. 2. La liste des accords environnementaux multilatéraux visés à l'article 1^{er} auxquels la Belgique est Partie contractante à la date de la signature du Protocole figure en annexe I.

D'autres accords auxquels la Belgique est déjà partie contractante à la date de la signature du Protocole et que le Groupe de travail Traités mixtes déclare mixtes peuvent également être soumis à l'application du Protocole par décision de la Conférence interministérielle de l'Environnement.

Art. 3. Les traités environnementaux multilatéraux auxquels l'Etat belge devient Partie contractante après la signature du présent Protocole et qui ont été déclaré mixtes par le Groupe de travail Traités mixtes seront régis de plein droit par le Protocole.

Art. 4. Il est instauré une clé de répartition horizontale entre l'Etat fédéral et les Régions fixée à 30 % pour le Fédéral et 70 % pour les Régions afin d'assurer le financement des contributions obligatoires de la Belgique aux accords multilatéraux environnementaux mixtes repris en annexe I.

La répartition entre les Régions à concurrence de 70 % à charge des Régions est réalisée comme suit : 58 % pour la Région flamande, 33 % pour la Région wallonne et 9 % pour la Région de Bruxelles-Capitale.

La révision de la clé de répartition entre les Régions peut être réexaminée, à la demande de l'une des parties du présent protocole, si la clé de répartition appliquée conformément au mode de calcul de l'article 34 de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989 s'écarte de manière trop importante de la clé de répartition définie dans le présent Protocole.

Art. 5. Les contributions de la Belgique aux Accords multilatéraux environnementaux sont effectuées sur base de la clé déterminée en fonction de l'article 4 par l'intermédiaire d'un compte d'ordre ouvert auprès de la Trésorerie fédérale alimentée par les Régions et l'Autorité fédérale et gérée par un ordonnateur fédéral du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale. Les modalités de gestion du compte à ordre sont décrites en annexe II.

Art. 6. Le présent Protocole est établi sans préjudice d'un règlement global concernant les contributions obligatoires de la Belgique au sein de la Conférence interministérielle de Politique Etrangère.

Art. 7. Le protocole financier du 28 avril 2000 et ses annexes sont abrogés, le présent protocole entre en vigueur le 1^{er} janvier suivant l'année de la dernière approbation.

Ainsi fait à Bruxelles en quatre exemplaires, le 4 octobre 2002.

Pour le Gouvernement fédéral :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
L. MICHEL

Le Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,
J. TAVERNIER

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,
E. BOUTMANS

Pour le Gouvernement de la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

La Ministre flamande de l'Environnement et de l'Agriculture,
Mme V. DUA

Le Ministre flamand des Affaires Intérieures, de la Fonction publique et de la Politique extérieure,
P. VAN GREMBERGEN

Pour le Gouvernement de la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre wallon de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,
F.-X. de DONNEA

Le Ministre bruxellois chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,
G. VANHENGEL

Le Ministre bruxellois chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique et du Commerce extérieur,
D. GOSUIN

Annexe I^e**Liste des accords environnementaux multilatéraux visés à l'article 1^{er}**

1^o Protocole de Genève de 1984 à la convention de 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif au financement à long terme du Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe (EMEP);

2^o Convention de Ramsar de 1971 relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau;

3^o Convention de Vienne de 1985 pour la protection de la couche d'ozone;

4^o Protocole de Montréal de 1987 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (1);

5^o Convention cadre des Nations-Unies sur le changement climatique de 1992 (2);

6^o Convention de Bâle de 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination;

7^o Convention de Paris de 1992 sur la protection du milieu marin de l'Atlantique du nord-est (OSPAR);

8^o Convention de Rio de 1992 sur la diversité biologique (3).

Ces contributions sont prises en charge intégralement par l'Etat fédéral dans le cadre de ses compétences en matière de coopération au développement.

Ainsi fait à Bruxelles en quatre exemplaires, le 4 octobre 2002.

Pour le Gouvernement fédéral :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,

L. MICHEL

Le Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

J. TAVERNIER

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,

E. BOUTMANS

Pour le Gouvernement de la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

La Ministre flamande de l'Environnement et de l'Agriculture,

Mme V. DUA

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et de la Politique extérieure,

P. VAN GREMBERGEN

Pour le Gouvernement de la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre wallon de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

F.-X. de DONNEA

Le Ministre bruxellois chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre bruxellois chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

 Notes

(1) La clé de répartition fixée à l'article 4 ne s'applique pas à la contribution obligatoire au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal.

(2) La clé de répartition fixée à l'article 4 ne s'applique pas à la contribution obligatoire au Global Environmental Facility de la Convention.

(3) La clé de répartition fixée à l'article 4 ne s'applique pas à la contribution obligatoire au Global Environmental Facility de la Convention.

Annexe II concernant les modalités de gestion applicables au compte d'ordre ouvert par le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale auprès du Trésor public fédéral

1. En vue de faciliter et de regrouper les paiements des contributions de la Belgique aux accords multilatéraux environnementaux à caractère mixte, un compte d'ordre est ouvert par la Direction du Budget et de la Comptabilité du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale auprès de l'Administration de la Trésorerie du Ministère des Finances sous la mention "bijdragen multilaterale milieuverdragen/contributions accords multilatéraux environnementaux". Le numéro d'article de ce compte est 83.05.09.00.

2. Afin d'exécuter les transferts financiers internationaux, le compte d'ordre est lié à un compte financier, ouvert auprès de la Banque Nationale de Belgique, avec la même dénomination que celle du premier point.

3. Les deux comptes sont gérés par un comptable désigné au sein de la Direction mentionnée dans le premier point.

4. L'acquittement effectif des contributions globales aux accords multilatéraux environnementaux sera effectué par le comptable mentionné au point 3 sur la demande de l'ordonnateur du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale (ordonnateur fédéral) après la réception des invitations de paiement rédigées par les secrétariats internationaux.

5. L'acquittement en question est fait par accord multilatéral environnemental et pour autant que le compte d'ordre ait été crédité par les entités fédérales et fédérées compétentes selon les clés de répartition convenues dans le protocole financier, et cela au plus tard le 30 avril de l'année budgétaire en cours. Si les factures des secrétariats des conventions ne parviennent aux autorités belges qu'après le 1^{er} mars de l'année en cours, ledit délai est prolongé jusque deux mois après la date de la réception des factures par la Belgique.

6. L'approvisionnement du compte d'ordre par les parties, contribuant proportionnellement à ladite clé, s'effectue sur la demande de l'ordonnateur fédéral après la réception des invitations de paiement rédigées par les secrétariats internationaux. Une copie de ces invitations sera attachée à la demande de paiement.

7. Les contributions de l'autorité publique fédérale et des régions sont augmentées d'une avance pour le paiement des frais de change et des frais bancaires ainsi que pour la constitution d'une réserve limitée afin de faire face à des fluctuations tardives. Cette avance comprend 5 % de la contribution de chacune des parties.

8. Afin de limiter le nombre d'ordres de paiement adressés aux parties participantes, l'ordonnateur fédéral veille dans la mesure du possible à ce que les invitations de paiement soient regroupées.

9. Chaque demande d'alimentation mentionne le nom et le numéro du compte à créditer, la contribution globale en francs belges, la méthode de calcul, sa division en contributions aux accords multilatéraux environnementaux.

10. L'ordonnateur fédéral invite la B.N.B. à effectuer le paiement à l'organisation multilatérale environnementale concernée et fait le nécessaire pour que chaque paiement soit accompagné d'une déclaration mentionnant expressément qu'il s'agit d'un paiement de l'autorité publique fédérale et de la Région flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale.

11. Si les parties contributantes ne versent pas suffisamment de fonds pour l'acquittement de contributions obligatoires, l'ordonnateur fédéral ne procède pas au paiement.

12. Il sera pris compte par l'ordonnateur fédéral du solde restant qui figure sur le compte d'ordre à la fin de chaque année budgétaire dans le cadre de la prochaine invitation de paiement, en fonction des clés de répartition des contributions.

13. Le comptable gérant le compte d'ordre rendra tous les trois mois des comptes sur cette gestion à l'Administration de la Trésorerie. Une copie de l'état de gestion sera envoyée à toutes les parties contributantes.

Ainsi fait à Bruxelles en quatre exemplaires, le 4 octobre 2002.

Pour le Gouvernement fédéral :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,

L. MICHEL

Le Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

J. TAVERNIER

Le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement,

E. BOUTMANS

Pour le Gouvernement de la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

La Ministre flamande de l'Environnement et de l'Agriculture,

Mme V. DUA

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Fonction publique et de la Politique extérieure,

P. VAN GREMBERGEN

Pour le Gouvernement de la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre wallon de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine et de la Recherche scientifique,

F.-X. de DONNEA

Le Ministre bruxellois chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Le Ministre bruxellois chargé de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique et du Commerce extérieur,

D. GOSUIN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 3978

[2003/201458]

2. OKTOBER 2003 — Dekret zur Zustimmung zum Finanzprotokoll vom 4. Oktober 2002 zum Zusammenarbeitsabkommen vom 5. April 1995 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt bezüglich der internationalen Umweltpolitik (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Einzigster Artikel - Das Finanzprotokoll vom 4. Oktober 2002 zum Zusammenarbeitsabkommen vom 5. April 1995 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt bezüglich der internationalen Umweltpolitik wird völlig und uneingeschränkt wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Oktober 2003

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA
Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS
Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART
Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL
Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE
Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,
Ph. COURARD

Notes

(1) *Sitzungsperiode 2002-2003.*

Dokumente des Rates. — 528 (2002-2003), Nrn. 1 und 2.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 24. September 2003. Diskussion und Abstimmung.

**FINANZPROTOKOLL VOM 4. OKTOBER 2002 ZUM ZUSAMMENARBEITSABKOMMEN VOM 5. APRIL 1995
ZWISCHEN DEM FÖDERALSTAAT, DER FLÄMISCHEN REGION, DER WALLONISCHEN REGION UND
DER REGION BRÜSSEL-HAUPTSTADT BEZÜGLICH DER INTERNATIONALEN UMWELTPOLITIK**

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 5. April 1995 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 8. März 1994 zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen bezüglich der Modalitäten für die Abschlüsse von gemischten Verträgen;

Aufgrund der Beschlüsse der interministeriellen Umweltkonferenz vom 25. März 1997, vom 25. November 1997, vom 14. Juli 1998 und vom 25. August 1999, durch die eine sachverständige Gruppe der interministeriellen Konferenz für Außenpolitik und des Ausschusses für die Koordinierung der internationalen Umweltpolitik beauftragt wird, ein einschlägiges Lösungsprojekt vorzubereiten, in dem ein horizontaler Verteilerschlüssel in Bezug auf die Pflichtbeiträge Belgiens für die multilateralen Umweltvereinbarungen festgelegt wird, und aufgrund der Ergebnisse dieser sachverständigen Gruppe;

Aufgrund der von der durch das vorerwähnte Zusammenarbeitsabkommen vom 8. März 1994 gegründeten Arbeitsgruppe "Gemischte Verträge" gefassten Beschlüsse;

Aufgrund des von der interministeriellen Konferenz für Außenpolitik vom 8. Dezember 1999 gefassten Beschlusses;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats vom 31. Oktober 2000;

Aufgrund des von der interministeriellen Umweltkonferenz vom 24. Juli 2001 gefassten Beschlusses;

In der Erwägung, dass unter den multilateralen Umweltvereinbarungen einige gemischter Zuständigkeit sind und dass die Durchführung der im Rahmen dieser gemischten multilateralen Umweltvereinbarungen beschlossenen Maßnahmen den verschiedenen Machtebenen zufällt, die Vertragspartner des vorerwähnten Zusammenarbeitsabkommens vom 5. April 1995 sind;

In der Erwägung, dass die in Artikel 1, 1^o des vorerwähnten Zusammenarbeitsabkommens vom 5. April 1995 vorgesehenen Aufgaben insbesondere die Frage der Zahlung der jährlichen Pflichtbeiträge Belgiens zu den gemischten multilateralen Umweltvereinbarungen beinhalten, deren Finanzierung nicht im Rahmen der bestehenden Pflichtbeiträge zu den internationalen Organisationen gewährleistet ist;

In der Erwägung, dass die in Artikel 1, 2^o des vorerwähnten Zusammenarbeitsabkommens vom 5. April 1995 vorgesehene Aufgabe insbesondere die Zusammensetzung der belgischen Delegation für die im Rahmen der gemischten multilateralen Umweltvereinbarungen stattfindenden internationalen Versammlungen beinhaltet, dass der Artikel 13 vorsieht, dass sich die belgischen Delegationen in diesen Versammlungen aus Vertretern aller betroffenen Behörden, insbesondere falls erforderlich allein aus Vertretern der Regionen zusammensetzen können, und dass der CCPIE ("Comité de Coordination de la Politique internationale de l'Environnement" (Ausschuss für die Koordinierung der internationalen Umweltpolitik)) diese Vertreter als Sprecher bezeichnen kann,

Vereinbaren die Parteien Folgendes:

Artikel 1 - Das vorliegende Protokoll ist auf die multilateralen Umweltvereinbarungen anwendbar, in denen Belgien Vertragspartei ist, und die nicht ausschließlich Angelegenheiten betreffen, die in den Zuständigkeitsbereich des Föderalstaats fallen.

Art. 2 - Die Liste der in Artikel 1 erwähnten multilateralen Umweltvereinbarungen, in denen Belgien zum Datum der Unterzeichnung des Protokolls Vertragspartei ist, wird in der Anlage I angeführt.

Andere Vereinbarungen, in denen Belgien zum Datum der Unterzeichnung des Protokolls bereits Vertragspartei ist und die die Arbeitsgruppe "Gemischte Verträge" für gemischt erklärt, können ebenfalls durch Beschluss der interministeriellen Umweltkonferenz der Anwendung des Protokolls unterworfen werden.

Art. 3 - Die multilateralen Umweltverträge, in denen der belgische Staat nach Unterzeichnung des vorliegenden Protokolls Vertragspartei wird und die von der Arbeitsgruppe "Gemischte Verträge" für gemischt erklärt wurden, werden von Rechts wegen durch das Protokoll geregelt.

Art. 4 - Es wird ein horizontaler Verteilerschlüssel zwischen dem Föderalstaat und den Regionen eingerichtet, der zu 30% auf föderaler Ebene und zu 70% für die Regionen festgesetzt wird, um die Finanzierung der Pflichtbeiträge Belgiens zu den in der Anlage I angeführten gemischten multilateralen Vereinbarungen zu gewährleisten.

Die Verteilung unter die Regionen zu 70% zu Lasten der Regionen erfolgt folgendermaßen : 58% für die Flämische Region, 33% für die Wallonische Region und 9% für die Region Brüssel-Hauptstadt.

Die Revision des Verteilerschlüssels zwischen den Regionen kann auf Antrag einer der Parteien des vorliegenden Protokolls neu überprüft werden, wenn sich der gemäß dem Berechnungsmodus des Artikels 34 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 zur Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen angewandte Verteilerschlüssel zu sehr von dem in dem vorliegenden Protokoll festgelegten Verteilerschlüssel abweicht.

Art. 5 - Die Beiträge Belgiens zu den multilateralen Umweltvereinbarungen erfolgen auf der Grundlage des unter Berücksichtigung des Artikels 4 festgelegten Verteilerschlüssels über ein bei der föderalen Staatskasse eröffnetes Anderkonto, das durch die Regionen und die föderale Behörde aufgefüllt und durch einen föderalen Anweisungsbefugten des Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten, des Außenhandels und der internationalen Zusammenarbeit verwaltet wird. Die Modalitäten für die Verwaltung des Anderkontos werden in der Anlage II beschrieben.

Art. 6 - Das vorliegende Protokoll wird unbeschadet einer globalen Regelung bezüglich der Pflichtbeiträge Belgiens im Rahmen der interministeriellen Konferenz für Auslandspolitik aufgestellt.

Art. 7 - Das Finanzprotokoll vom 28. April 2000 und dessen Anlagen werden außer Kraft gesetzt und das vorliegende Protokoll tritt am 1. Januar, der auf das Jahr der letzten Genehmigung folgt, in Kraft.

Geschehen zu Brüssel in vier Exemplaren, am 4. Oktober 2002

Für die föderale Regierung:

Der Vizepremierminister und Minister der auswärtigen Angelegenheiten,

L. MICHEL

Der Minister des Verbraucherschutzes, der Volksgesundheit und der Umwelt,

J. TAVERNIER

Der Staatssekretär für Entwicklungszusammenarbeit,

E. BOUTMANS

Für die Regierung der Flämischen Region:

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,

P. DEWAELE

Die Flämische Ministerin der Umwelt und der Landwirtschaft,

Frau V. DUA

Der Flämische Minister der inneren Angelegenheiten, des öffentlichen Dienstes und der Außenpolitik,

P. VAN GREMBERGEN

Für die Regierung der Wallonischen Region:

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Wallonische Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Der Wallonische Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

Für die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt:

Der mit den lokalen Behörden, der Raumordnung, den Denkmälern und Landschaften, der Stadterneuerung und der wissenschaftlichen Forschung beauftragte Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

F.-X. de DONNEA

Der mit den Finanzen, dem Haushalt, dem öffentlichen Dienst und den auswärtigen Beziehungen beauftragte Brüsseler Minister,

G. VANHENGEL

Der mit der Umwelt und der Wasserpolitik, der Naturerhaltung und der öffentlichen Sauberkeit und dem Außenhandel beauftragte Brüsseler Minister,

D. GOSUIN

Anlage I

Liste der in Artikel 1 erwähnten multilateralen Umweltvereinbarungen.

1° Genfer Protokoll von 1984 zum Übereinkommen von 1979 über weiträumige grenzüberschreitende Luftverunreinigung betreffend die langfristige Finanzierung des Programms über die Zusammenarbeit bei der Messung und Bewertung der weiträumigen Übertragung von luftverunreinigenden Stoffen in Europa (EMEP);

2° Ramsar-Übereinkommen von 1971 über Feuchtgebiete, insbesondere als Lebensraum für Wasser- und Watvögel, von internationaler Bedeutung;

3° Wiener Übereinkommen von 1985 zum Schutz der Ozonschicht;

4° Montrealer Protokoll von 1987 über Stoffe, die zu einem Abbau der Ozonschicht führen (1);

5° Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen von 1992 über Klimaänderungen (2);

6° Baseler Übereinkommen von 1989 über die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung von gefährlichen Abfällen und ihre Entsorgung;

7° Pariser Übereinkommen von 1992 zum Schutz der Meeresumwelt des Nordostatlantiks (OSPAR);

8° Rio-Übereinkommen von 1992 über die biologische Vielfalt (3);

Diese Beiträge werden vollständig von dem föderalen Staat im Rahmen seiner Zuständigkeiten in Sachen Entwicklungszusammenarbeit übernommen.

Geschehen zu Brüssel in vier Exemplaren, am 4. Oktober 2002

Für die föderale Regierung :

Der Vizepremierminister und Minister der auswärtigen Angelegenheiten,
L. MICHEL

Der Minister des Verbraucherschutzes, der Volksgesundheit und der Umwelt,
J. TAVERNIER

Der Staatssekretär für Entwicklungszusammenarbeit,
E. BOUTMANS

Für die Regierung der Flämischen Region :

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,
P. DEWAELE

Die Flämische Ministerin der Umwelt und der Landwirtschaft,
Frau V. DUA

Der Flämische Minister der inneren Angelegenheiten, des öffentlichen Dienstes und der Außenpolitik,
P. VAN GREMBERGEN

Für die Regierung der Wallonischen Region :

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Wallonische Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Wallonische Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Für die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt :

Der mit den lokalen Behörden, der Raumordnung, den Denkmälern und Landschaften, der Stadterneuerung und der wissenschaftlichen Forschung beauftragte Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,
F.-X. de DONNEA

Der mit den Finanzen, dem Haushalt, dem öffentlichen Dienst
und den auswärtigen Beziehungen beauftragte Brüsseler Minister,
G. VANHENGEL

Der mit der Umwelt und der Wasserpolitik, der Naturerhaltung und der öffentlichen Sauberkeit
und dem Außenhandel beauftragte Brüsseler Minister,
D. GOSUIN

Anmerkungen

(1) Der in Artikel 4 festgelegte Verteilerschlüssel ist nicht auf den Pflichtbeitrag zum multilateralen Fonds des Montrealer Protokolls anwendbar.

(2) Der in Artikel 4 festgelegte Verteilerschlüssel ist nicht auf den Pflichtbeitrag zur Global Environment Facility des Übereinkommens anwendbar.

(3) Der in Artikel 4 festgelegte Verteilerschlüssel ist nicht auf den Pflichtbeitrag zur Global Environment Facility des Übereinkommens anwendbar.

Anlage II bezüglich der Verwaltungsmodalitäten, die auf das vom Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten, des Außenhandels und der internationalen Zusammenarbeit bei der föderalen Staatskasse eröffnete Anderkonto anwendbar sind.

1. Zur Erleichterung und Gruppierung der Zahlungen der Beiträge Belgiens zu den multilateralen Umweltvereinbarungen gemischten Charakters eröffnet die Direktion des Haushalts und der Buchführung des Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten, des Außenhandels und der internationalen Zusammenarbeit bei der Verwaltung der Staatskasse des Finanzministeriums unter dem Vermerk "bijdragen multilaterale milieuverdragen/contributions accords multilatéraux environnementaux" ein Anderkonto. Die Artikelnummer dieses Kontos ist 83.05.09.00.

2. Zur Durchführung der internationalen finanziellen Transfers wird das Anderkonto an ein Finanzkonto gebunden, das bei der Belgischen Nationalbank unter der gleichen Bezeichnung wie in Punkt 1 eröffnet wird.

3. Beide Konten werden von einem innerhalb der in Punkt 1 angegebenen Direktion bezeichneten Rechenschaftspflichtigen verwaltet.

4. Die effektive Begleichung der globalen Beiträge zu den multilateralen Umweltvereinbarungen wird auf Antrag des Anweisungsbefugten des Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten, des Außenhandels und der internationalen Zusammenarbeit (föderaler Anweisungsbefugter) von dem in Punkt 3 angegebenen Rechenschaftspflichtigen nach Erhalt der von den internationalen Sekretariaten verfassten Zahlungsaufforderungen vorgenommen.

5. Die besagte Begleichung erfolgt durch multilaterale Umweltvereinbarung und insofern das Anderkonto von den zuständigen föderalen und föderierten Instanzen entsprechend den im Finanzprotokoll vereinbarten Verteilerschlüsseln kreditiert wurde, und zwar spätestens am 30. April des laufenden Haushaltsjahrs. Falls die Rechnungen der internationalen Sekretariate erst nach dem 1. März des laufenden Jahres bei den belgischen Behörden eintreffen, wird die besagte Frist bis zu zwei Monaten nach dem Datum des Eingangs der Rechnungen in Belgien verlängert.

6. Die Auffüllung des Anderkontos durch die Vertragsparteien proportional zu besagtem Verteilerschlüssel erfolgt auf Antrag des föderalen Anweisungsbefugten nach Erhalt der von den internationalen Sekretariaten verfassten Zahlungsaufforderungen. Eine Abschrift dieser Zahlungsaufforderungen wird dem Zahlungsantrag beigelegt.

7. Die Beiträge der föderalen öffentlichen Behörde und der Regionen werden um einen Vorschuss für die Zahlung der Wechselspesen und Bankkosten und für die Bildung einer begrenzten Rücklage im Hinblick auf die Bestreitung später eintretender Schwankungen erhöht. Dieser Vorschuss enthält 5% des Beitrags einer jeden der Vertragsparteien.

8. Um die Anzahl der an die beitragenden Parteien gerichteten Auszahlungsanordnungen einzuschränken, sorgt der föderale Anweisungsbefugte im Rahmen des Möglichen für die Gruppierung der Zahlungsaufforderungen.

9. In jedem Auffüllungsantrag werden der Name und die Nummer des zu kreditierenden Kontos, der globale Beitrag in Belgischen Franken, die Berechnungsmethode, dessen Beitragseinteilung zu den multilateralen Umweltvereinbarungen angegeben.

10. Der föderale Anweisungsbefugte fordert die belgische Nationalbank auf, die Zahlung an die betroffene multilaterale Umweltorganisation durchzuführen und sorgt dafür, dass jeder Zahlung eine Erklärung beigelegt wird, in der ausdrücklich angegeben wird, dass es sich um eine Zahlung der föderalen öffentlichen Behörde und der Flämischen, Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt handelt.

11. Wenn die Beitragsparteien nicht genügend Geldmittel zur Begleichung der Pflichtbeiträge zuführen, nimmt der föderale Anweisungsbefugte die Zahlung nicht vor.

12. Im Rahmen der nächsten Zahlungsaufforderung berücksichtigt der föderale Anweisungsbefugte je nach den Verteilerschlüsseln der Beiträge den Restbetrag, der am Ende eines jeden Haushaltsjahrs im Anderkonto angegeben wird.

13. Der Rechenschaftspflichtige, der das Anderkonto verwaltet, legt der Verwaltung der Staatskasse alle drei Monate Rechenschaft über diese Verwaltung ab. Jeder Beitragspartei wird eine Abschrift des Verwaltungsstands zugesandt.

Geschehen zu Brüssel in vier Exemplaren, am 4. Oktober 2002

Für die föderale Regierung :

Der Vizepremierminister und Minister der auswärtigen Angelegenheiten,

L. MICHEL

Der Minister des Verbraucherschutzes, der Volksgesundheit und der Umwelt,

J. TAVERNIER

Der Staatssekretär für Entwicklungszusammenarbeit,

E. BOUTMANS

Für die Regierung der Flämischen Region :

Der Minister-Präsident der Flämischen Regierung,

P. DEWAELE

Die Flämische Ministerin der Umwelt und der Landwirtschaft,

Frau V. DUA

Der Flämische Minister der inneren Angelegenheiten, des öffentlichen Dienstes und der Außenpolitik,

P. VAN GREMBERGEN

Für die Regierung der Wallonischen Region :

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Wallonische Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Der Wallonische Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

Für die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt :

Der mit den lokalen Behörden, der Raumordnung, den Denkmälern und Landschaften, der Stadterneuerung und der wissenschaftlichen Forschung beauftragte

Minister-Präsident der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt,

F-X. de DONNEA

Der mit den Finanzen, dem Haushalt, dem öffentlichen Dienst und den auswärtigen Beziehungen beauftragte Brüsseler Minister,

G. VANHENGEL

Der mit der Umwelt und der Wasserpolitik, der Naturerhaltung und der öffentlichen Sauberkeit und dem Außenhandel beauftragte Brüsseler Minister,

D. GOSUIN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 3978

[2003/201458]

2 OKTOBER 2003. — Decreet houdende instemming met het Financieel Protocol van 4 oktober 2002 bij het Samenwerkingsakkoord van 5 april 1995 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake het internationaal milieubeleid (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. Het Financieel Protocol van 4 oktober 2002 bij het Samenwerkingsakkoord van 5 april 1995 tussen de federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake het internationaal milieubeleid zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 oktober 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

—
Nota's

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad. — 528 (2002-2003), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare vergadering 24 september 2003. Bespreking en stemming.

FINANCIEEL PROTOCOL VAN 4 OKTOBER 2002 BIJ HET SAMENWERKINGSAKKOORD VAN 5 APRIL 1995 TUSSEN DE FEDERALE STAAT, HET VLAAMS GEWEST, HET WAAALS GEWEST EN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST INZAKE HET INTERNATIONAAL MILIEUBELEID

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 5 april 1995 tussen de federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994 tussen de federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten over de nadere regelen voor het sluiten van gemengde Verdragen;

Gelet op de beslissingen van de Interministeriële Conferentie voor het Leefmilieu van 25 maart 1997, 25 november 1997, 14 juli 1998 en 25 augustus 1999 waarbij aan een ad hoc groep van de Interministeriële Conferentie voor Buitenlands Beleid en van het Coördinatiecomité Internationaal Milieubeleid opdracht werd gegeven een ontwerp van ad hoc oplossing voor te bereiden tot vaststelling van een horizontale verdeelsleutel met betrekking tot de verplichte bijdragen van België aan de multilaterale milieuverdragen, en gelet op de resultaten van die ad hoc groep;

Gelet op de beslissingen van de Werkgroep Gemengde Verdragen, ingesteld krachtens het voormelde samenwerkingsakkoord van 8 maart 1994;

Gelet op de beslissing van de Interministeriële Conferentie voor Buitenlands Beleid van 8 december 1999;

Gelet op het advies van de Raad van State van 31 oktober 2000;

Gelet op de beslissing van de Interministeriële Conferentie voor Leefmilieu van 24 juli 2001;

Overwegende dat sommige van de multilaterale milieuverdragen tot de gemengde bevoegdheid behoren en dat de uitvoering van de maatregelen getroffen in het kader van deze gemengde multilaterale milieuverdragen is toevertrouwd aan de verschillende beleidsniveaus die partij zijn bij het voormelde Samenwerkingsakkoord van 5 april 1995;

Overwegende dat een van de taken van artikel 1, 1°, van het voornoemde Samenwerkingsakkoord van 5 april 1995 betrekking heeft op het probleem van de betaling van de jaarlijkse verplichte bijdragen van België aan de gemengde multilaterale milieuverdragen waarvoor de financiering niet verzekerd is binnen de bestaande verplichte bijdragen aan de internationale organisaties;

Overwegende dat de taak omschreven in artikel 1, 2°, van het voornoemde Samenwerkingsakkoord van 5 april 1995 betrekking heeft op de samenstelling van de Belgische delegatie voor de internationale vergaderingen in het kader van de gemengde multilaterale milieuverdragen, en dat artikel 13 bepaalt dat de Belgische delegaties aan deze vergaderingen samengesteld mogen zijn uit vertegenwoordigers van alle betrokken overheden en met name eventueel enkel uit vertegenwoordigers van de Gewesten, en dat het CCIM deze vertegenwoordigers als woordvoerders mag aanwijzen,

De Partijen komen het volgende overeen :

Artikel 1. Onderhavig Protocol is van toepassing op de multilaterale milieuverdragen waarbij België Verdragsluitende Partij is en die niet enkel betrekking hebben op materies welke tot de bevoegdheid van de federale overheid behoren.

Art. 2. De lijst van de in artikel 1 bedoelde multilaterale milieuverdragen waarbij België op de dag van de ondertekening van het Protocol verdragsluitende Partij is, is in bijlage I opgenomen. Andere verdragen waarbij België op de dag van de ondertekening van het Protocol reeds verdragsluitende Partij is, en die door de Werkgroep Gemengde Verdragen gemengd verklaard zijn, kunnen bij beslissing van de Interministeriële Conferentie Leefmilieu eveneens onder toepassing van het Protocol gebracht worden.

Art. 3. De multilaterale milieuverdragen waarbij België na de dag van de ondertekening van dit Protocol verdragsluitende Partij wordt, en die door de Werkgroep Gemengde Verdragen gemengd verklaard werden, vallen van rechtswege onder de toepassing van het Protocol.

Art. 4. Teneinde te voldoen aan de verplichte financiële bijdragen van België aan de in bijlage I gevoegde gemengde multilaterale milieuverdragen wordt er een horizontale verdeelsleutel vastgelegd tussen de federale Staat en de Gewesten, neerkomend op 30 % voor de federale overheid en 70 % voor de Gewesten.

De verdeling onder de Gewesten van de 70 % ten laste van de Gewesten gebeurt als volgt : 58 % voor het Vlaamse Gewest, 33 % voor het Waalse Gewest en 9 % voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Op vraag van één van de partijen van dit Protocol kan de herziening van de verdeelsleutel onder de Gewesten herbekeken worden indien de verdeelsleutel die wordt toegepast overeenkomstig de berekeningswijze van artikel 34 van de bijzondere wet betreffende de Financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten van 16 januari 1989 teveel afwijkt van de in dit protocol vastgelegde verdeelsleutel.

Art. 5. De bijdragen van België aan de multilaterale milieuverdragen worden uitgevoerd op grond van de krachtens artikel 4 bepaalde verdeelsleutel, via een orderrekening geopend bij de federale Schatkist, gespijsd door de Gewesten en de federale overheid en beheerd door een federaal ordonnateur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking. De beheersmodaliteiten van de orderrekening zijn in bijlage II omschreven.

Art. 6. Onderhavig Protocol wordt opgesteld onverminderd een globale regeling van de verplichte bijdragen van België binnen de Interministeriële Conferentie voor het Buitenlands Beleid.

Art. 7. Het financieel protocol van 28 april 2000 en zijn bijlagen worden opgeheven, dit protocol treedt in werking op 1 januari van het jaar volgend op de laatste goedkeuring.

Aldus opgesteld te Brussel, in viervoud, op 4 oktober 2002.

Voor de federale Regering :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken,
L. MICHEL

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,
J. TAVERNIER

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,
E. BOUTMANS

Voor de Vlaamse regering :

De Minister-president van de Vlaamse regering,
P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw,
Mevr. V. DUA

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Buitenlands Beleid,
P. VAN GREMBERGEN

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President van de Waalse Regering,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Waalse Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Waalse Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,
F.-X. de DONNEA

De Brusselse Minister belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
G. VANHENGEL

De Brusselse Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,
D. GOSUIN

Bijlage I**Lijst van de in artikel 1 bedoelde multilaterale milieuverdragen.**

1° Protocol van Genève van 1984 bij het Verdrag van 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand aangaande de langlopende financiering van het programma voor samenwerking inzake de bewaking en evaluatie van het transport van luchtverontreinigende stoffen over lange afstand in Europa (EMEP);

2° Overeenkomst van Ramsar van 1971 inzake watergebieden van internationale betekenis, in het bijzonder als verblijfplaats voor watervogels;

3° Verdrag van Wenen van 1985 ter bescherming van de ozonlaag;

4° Protocol van Montreal van 1987 betreffende stoffen die de ozonlaag afbreken (1);

5° Raamverdrag van de Verenigde Naties van 1992 inzake klimaatverandering (2);

6° Verdrag van Bazel van 1989 inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan;

7° Verdrag van Parijs van 1992 inzake de bescherming van het marien milieu van de Noordoostelijke Atlantische Oceaan (OSPAR);

8° Verdrag van Rio van 1992 inzake biologische diversiteit (3);

Deze bijdragen worden volledig door de federale overheid gedragen in het raam van haar bevoegdheden inzake ontwikkelingssamenwerking.

Aldus opgesteld te Brussel, in viervoud, op 4 oktober 2002.

Voor de federale Regering :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken,
L. MICHEL

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,
J. TAVERNIER

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,
E. BOUTMANS

Voor de Vlaamse regering :

De Minister-president van de Vlaamse regering,
P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Landbouw,
Mevr. V. DUA

De Vlaamse Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Buitenlands Beleid,
P. VAN GREMBERGEN

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President van de Waalse Regering,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Waalse Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Waalse Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,
F.-X. de DONNEA

De Brusselse Minister belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
G. VANHENGEL

De Brusselse Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,
D. GOSUIN

—
Nota's

(1) De in artikel 4 vastgelegde verdeelsleutel is niet van toepassing op de verplichte bijdrage aan het in het Protocol van Montreal bepaalde Multilateraal Fonds.

(2) De in artikel 4 vastgestelde verdeelsleutel is niet van toepassing op de verplichte bijdrage aan de in het Verdrag bepaalde Global Environmental Facility.

(3) De in artikel 4 vastgestelde verdeelsleutel is niet van toepassing op de verplichte bijdrage aan de in het Verdrag bepaalde Global Environmental Facility.

Bijlage II inzake de beheersmodaliteiten van toepassing op de door het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking bij de federale Schatkist geopende orderrekening.

1. Met het oog op het bewerkstelligen van een vlotte en gebundelde betaling van de bijdragen van België aan de multilaterale milieuvverdragen die tot de gemengde bevoegdheid behoren, wordt door de Directie Begroting en Boekhouding van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking een orderrekening geopend bij de Administratie van de Thesaurie van het Ministerie van Financiën onder de vermelding "bijdragen multilaterale milieuvverdragen/contributions accords multilatéraux environnementaux". Het artikelnummer van deze rekening is 83.05.09.00.

2. De orderrekening is gekoppeld aan een financiële rekening die voor het verrichten van internationale financiële transfersen werd geopend bij de Nationale Bank van België onder dezelfde benaming als in punt 1.

3. Beide rekeningen worden beheerd door een bij de in punt 1 vermelde Directie aangestelde rekenplichtige.

4. De effectieve vereffening van de globale bijdragen aan de multilaterale milieuvverdragen zal na ontvangst van de daartoe door de internationale secretariaten opgestelde betalingsuitnodigingen geschieden door de in punt 3 vermelde rekenplichtige op verzoek van de ordonnateur van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Internationale Samenwerking (federale ordonnateur).

5. Onderhavige vereffening geschiedt per multilateraal milieuvverdrag en voorzover de orderrekening door de bevoegde federale en gefedereerde entiteiten volgens de in het financieel protocol overeengekomen verdeelsleutel uiterlijk op 30 april van het lopende begrotingsjaar werd gecrediteerd. Ingeval de facturen van de secretariaten van de verdragen pas na 1 maart van het lopende jaar bij de Belgische autoriteiten aankomen, zal bedoelde termijn worden verlengd tot 2 maanden na datum van de daadwerkelijke ontvangst van de facturen door België.

6. Het storten op de orderrekening door de bijdragende partijen a rato van hun aandeel gebeurt op verzoek van de federale ordonnateur na ontvangst van de door de internationale secretariaten opgestelde betalingsuitnodigingen. Een kopie van deze uitnodigingen wordt aan het betalingsverzoek toegevoegd.

7. De bijdragen van de federale overheid en van de gewesten worden vermeerderd met een voorschot voor wisselen bankkosten, alsook voor het aanleggen van een beperkte reserve om het hoofd te kunnen bieden aan laattijdige schommelingen. Dit voorschot bedraagt 5 % van de bijdrage van elk der partijen.

8. Teneinde het aantal aan de deelnemende partijen gerichte betalingsopdrachten te beperken, waakt de federale ordonnateur erover dat de betalingsuitnodigingen in de mate van het mogelijke worden gebundeld.

9. Ieder verzoek tot storting vermeldt de benaming en het nummer van de te crediteren rekening, de globale bijdrage in Belgische frank, de berekeningswijze, de opsplitsing ervan in bijdragen aan de onderscheiden multilaterale milieuvverdragen.

10. De federale ordonnateur verzoekt de NBB de betaling aan de betrokken multilaterale milieuoorganisatie uit te voeren en doet het nodige opdat iedere betaling vergezeld zou gaan van een verklaring waarin uitdrukkelijk wordt gesteld dat het gaat om een betaling van de federale overheid en van het Vlaamse, Waalse en Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

11. Indien door de bijdragende partijen niet voldoende fondsen worden gestort voor het vereffenen van de verplichte bijdragen zal de federale ordonnateur niet overgaan tot de betaling.

12. Het op het einde van elk begrotingsjaar op de orderrekening overblijvende saldo zal door de federale ordonnateur in functie van de bijdrageverdeelsleutels worden verrekend in het kader van de eerstvolgende betalingsoproep.

13. De rekenplichtige die de orderrekening beheert zal driemaandelijks aan de Administratie van de Thesaurie rekenschap geven van dit beheer. Een kopie van de beheersstaten zal aan alle bijdragende partijen worden toegezonden.

Aldus opgesteld te Brussel, in viervoud, op 4 oktober 2002.

Voor de Federale Regering :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken,
L. MICHEL

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,
J. TAVERNIER

De Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,
E. BOUTMANS

Voor de Vlaamse regering :

De Minister-president van de Vlaamse regering,
P. DEWAELE

De Vlaamse Minister van Leefmilieu en Landbouw,
Mevr. V. DUA

De Vlaamse Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Buitenlands Beleid,
P. VAN GREMBERGEN

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President van de Waalse Regering,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Waalse Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Waalse Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing en Wetenschappelijk Onderzoek,
F.-X. de DONNEA

De Brusselse Minister belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
G. VANHENGEL

De Brusselse Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid, Natuurbehoud, Openbare Netheid en Buitenlandse Handel,
D. GOSUIN